



Construction

Date : 01/06/2017

Page : 45

Periodicity : Monthly

Journalist : --

Circulation : 17000

Audience : 0

Size : 482 cm²

INFRASTRUCTURES

Un an après les tunnels, l'ADEB pointe les ponts dans son baromètre annuel

Lors de la présentation de son baromètre annuel, l'Association des Entrepreneurs Belges de Grands Travaux (ADEB) a dressé plusieurs constats dont, entre autres, le désinvestissement des pouvoirs publics dans les infrastructures et la situation préoccupante des ponts. Un an après les tunnels...

« 70 % des ponts belges ont plus de 35 ans et faute d'entretien, cette situation laisse présager de lourdes conséquences dans les années à venir ». Ce constat « inquiétant » sort de la bouche de Didier Cartage, le directeur général de l'ADEB. Il est la conséquence, selon l'Association, d'un désinvestissement des pouvoirs publics dans les infrastructures. « La part des investissements dans les infrastructures publiques a été divisée par deux en trente ans. Avec

moins d'1 % du PIB investi, la Belgique se situe largement en-dessous des recommandations de l'Union européenne », poursuit le directeur général. « Il devient difficile de structurer des projets sans aucune vision sur le long terme des investissements publics ».

Manque de personnel qualifié

Dans le cadre de son baromètre, l'Association a également interrogé ses membres. 18 % d'entre eux déclarent leur situation préoccupante, voire mauvai-

« 70 % des ponts belges ont plus de 35 ans et faute d'entretien, cette situation laisse présager de lourdes conséquences »

Didier Cartage



se. Le nombre d'entreprises dans cette situation a donc doublé en un an. « Plusieurs raisons expliquent ce constat : la concurrence des prix au détriment de la qualité et de la sécurité, le manque de personnel qualifié et le désinvestissement des pouvoirs publics », note Didier Cartage. Le manque de personnel qualifié inquiète particulièrement les membres. Car s'ils sont 81 % à déclarer engager dans les douze mois à venir, la moitié d'entre eux redoutent de ne pas trouver ce personnel compétent. « Le manque de compétitivité salariale combiné à la difficulté de trouver le personnel qualifié risque de mettre à mal la pérennité des entreprises belges de grands travaux », déplore, pour sa part, Frédéric Loriaux, l'Administrateur-Directeur de CIT Blaton et nouveau président de l'ADEB.

Dans ce contexte, six recommandations ont été présentées, lors du point presse, par Frédéric Loriaux. « Nous demandons le renforcement de la lutte contre la fraude et le dumping social pour rétablir une concurrence saine et un emploi de qualité ; la diminution des charges patronales pour améliorer la compétitivité des entreprises belges et relancer l'emploi ; la revalorisation des métiers de la construction et la stimulation à la formation en alternance ; la mise en place de véritables plans d'investissement et d'entretien des infrastructures liés à une vision à dix ans au moins ; le développement de véritables projets urbanistiques et enfin, à défaut de moyens financiers publics, de favoriser les financements alternatifs ». Allô, les pouvoirs publics ? « Oui, bonjour c'est l'ADEB à l'appareil... ».